

La présence de nombreuses organisations internationales civiles et militaires, dont la Force de stabilisation de l'ONU (SFOR), le CICR, divers organismes des Nations Unies, le Bureau du Haut Représentant, des ONG internationales actives dans le domaine de l'action contre les mines et la Banque mondiale, permet de prodiguer un soutien supplémentaire à l'action antimines.

Le programme du Canada au titre de l'année financière 1998-1999 a mis l'accent sur deux éléments principaux : la consolidation des institutions et le déminage humanitaire. Bien qu'il soit impossible d'estimer la superficie des terres que ce programme permettra de déminer, le Canada a augmenté de 450 le nombre de démineurs en cofinçant (avec la Norvège) le programme d'assurance de la SFOR-Entité Forces armées, et il soutient de nombreuses équipes de déminage par l'entremise d'ONG. Un volet assistance aux victimes deviendra partie intégrante du programme dans le courant de l'année 1999.

En plus d'une contribution de 500 000 dollars visant à renforcer les capacités des centres civils et militaires locaux d'action antimines, le Canada a soutenu des opérations de déminage dans la région :

- 800 000 dollars affectés au programme de déminage de la SFOR-Entité Forces armées. Ces fonds ont été consacrés à l'achat d'équipement de débroussaillage et d'assurance pour les démineurs. Le cofinancement canado-norvégien de cette assurance a doublé le nombre d'agents participant au déminage de terres (Agence d'exécution : PNUD);
- 450 000 dollars pour appuyer les opérations de déminage menées par l'ONG bosniaque Akcija Protiv Mina (Agence d'exécution : Handicap International);
- 460 000 dollars affectés aux opérations de déminage dans le canton de Sarajevo. Parmi les

zones qui ont retrouvé cette année une utilisation civile, mentionnons le cimetière de Sarajevo (Agence d'exécution : *Norwegian People's Aid*);

- 110 000 dollars pour dresser et déployer des chiens de détection des mines (Agence d'exécution : Canadian International Demining Centre);
- 150 000 dollars pour mettre cinq conseillers techniques des Forces armées canadiennes à la disposition du Centre d'action contre les mines de Bosnie-Herzégovine.

En novembre 1998, le Canada a également promis un million de dollars en faveur du Fonds slovène d'affectation spéciale pour le déminage et l'assistance aux victimes dans la région. Cette contribution sera faite au cours de l'année financière 1999-2000.

Cambodge

Le Cambodge se classe sans aucun doute parmi les États les plus infestés par les mines; on y compte, selon les estimations, de quatre à six millions de mines terrestres laissées à la suite de 30 ans de conflit international et civil. Le Cambodge est maintenant un pays extrêmement pauvre et il est tributaire de l'aide internationale au moment où il tente de stabiliser son économie et de régler le problème des legs laissés par les conflits. Réagissant au problème des mines terrestres au Cambodge, des fonctionnaires du MDN, de l'ACDI et du MAECI ont envoyé une mission dans ce pays en mai 1998 et ont formulé un programme pluriannuel d'action contre les mines fondé sur les conclusions de cette mission.

Les grands objectifs de ce programme de financement sont de prodiguer une aide au déminage humanitaire, d'accroître l'accès à des terres déminées, de renforcer la capacité interne de plus en plus grande du Cambodge en matière

d'action antimines et, enfin, de concourir à la réadaptation des victimes des accidents causés par les mines terrestres. En 1998-1999, ce programme a attribué un montant de 100 000 dollars afin de dispenser une formation dans le domaine de la gestion à des gestionnaires et à de hauts responsables du Centre cambodgien de déminage (CCD). Cette formation a été

Carol Hart/ACDI

Les démineurs de Handicap international et d'Akcija Protiv Mina inspectent des mines antipersonnel typiques de celles qui abondent en Bosnie.

